DECRETES ET ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

JEUX DANS LES CASINOS

Décret N° 76-114 du 14 février 1976, portant réglementation des jeux dans les casinos.

Nous, Habib Bouguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu le décret-loi N° 74-21 du 24 octobre 1974, relatif aux jeux de casino, modifié par la loi N° 74-97 du 11 décembre 1974;

Vu l'avis des Ministres de l'Intérieur et des Finances;
Sur la proposition du Ministre de l'Économie Nationale;

Décrétons :

Article Premier. — Les seuls jeux de casino pouvant être autorisés dans les casinos sont :

- La boule et le vingt-trois.
- Les autres jeux dits de contrepartie à savoir la roulette, de trente et quarante, la roulette dite américaine, le black jack et le craps.
- Les jeux dits de cercle à savoir le baccara chemin de fer, le baccara à deux tableaux à banque limitée et l'écarté, le baccara à deux tableaux à banque ouverte.

Art. 2. — Une salle spéciale distincte et séparée de l'autre est affectée à chacune des deux catégories de jeux suivants :

- boule et vingt-trois.
- autres jeux dits de contrepartie et jeux de cercle.

Art. 3. — Pendant les heures de fonctionnement des jeux, le directeur responsable ou à défaut un membre du comité de direction est tenu d'être présent dans l'établissement.

Il est interdit aux membres de ce comité de participer aux jeux directement ou par personne interposée.

Art. 4. — Tout comité de direction de casino se compose de trois membres dont le directeur responsable. Deux de ses membres au moins dont le directeur responsable ou le membre du comité de direction qui le remplace momentanément doivent demeurer en permanence dans le Gouvernement du lieu d'implantation du casino. En dehors de la saison des jeux, l'un des membres au moins doit y demeurer.

Art. 5. — Il est interdit à toute personne ayant ou non des intérêts dans le casino et ne faisant pas partie de ce comité ainsi qu'aux employés du casino, affectés à un autre service que celui du jeu, d'accomplir sous quelque prétexte ou de quelque manière que ce soit, aucune des fonctions incombant aux membres du comité de direction ou du personnel des salles de jeux et d'exercer une autorité quelconque sur les employés des salles de jeux.

Art. 6. — Les employés de jeux doivent être agréés par le Ministre de l'Intérieur préalablement à leur recrutement. Les autres agents du casino peuvent être recrutés directement et le Ministre de l'Intérieur en sera immédiatement avisé.

Les personnes employées à un titre quelconque dans le casino ne peuvent avoir aucune part ou intérêt dans le produit des jeux et ne sauraient participer directement ou par personne interposée à ces jeux.

Art. 7. — Le directeur responsable est tenu de congédier sans délai toute personne employée à un titre quelconque dans les salles de jeux sur demande du Ministre de l'Intérieur. Tout renvoi ou démission d'employé des salles de jeux est également porté à sa connaissance.

Art. 8. — L'accès des salles de jeux est subordonné à la délivrance d'une carte d'admission obtenue sur justification d'identité.

Le coût des cartes d'admission pour chacune des salles est fixé par l'arrêté d'autorisation. Lorsque des cartes d'admission sont délivrées, leur prix doit être égal au moins à cinq fois sa valeur hebdomadaire et dix fois si elles sont saisonnières, le prix de la carte journalière.

Art. 9. — Le directeur responsable fait tenir un fichier des cartes d'admission. Les personnes se trouvant dans les salles sont tenues, sous peine d'expulsion immédiate, de présenter leur carte d'admission à toute réquisition soit des employés du casino, soit des agents de contrôle.

Art. 10. — Ne peuvent être admis dans les salles de jeux des casinos les mineurs de vingt ans même émancipés, les militaires de tous grades et de toutes nationalités en uniformes, les individus en état d'ivresse ou susceptibles de provoquer du scandale, toute personne dont la présence serait de nature à troubler l'ordre, la tranquillité ou le déroulement normal des jeux.

L'accès des salles de jeux est interdit à toute personne dont le Ministre de l'Intérieur a requis l'exclusion.

Art. 11. — Au cas où l'exclusion ou le refus d'admission d'un joueur est prononcé par la direction du casino, avis en est donné immédiatement, avec les motifs au Commissaire de Police, Chef de la circonscription où se trouve le casino. Un fichier des exclus doit être tenu par chaque casino.

Art. 12. — Sont seuls admis de droit dans les salles de jeux sans être astreints à la présentation d'une carte d'entrée payante, les divers fonctionnaires appelés en vertu de leurs attributions à exercer une surveillance ou un contrôle dans les salles de jeux et qui sont :

— Le Gouverneur et le Délégué de la circonscription ainsi que le Maire de la commune du lieu du casino.

— Le Directeur général de la Sécurité Nationale et le directeur ayant dans ses attributions le service des jeux ainsi que le chef de poste de police du lieu du casino.

— Le Directeur Général de l'Office National du Tourisme Tunisien et le Directeur ayant dans ses attributions les services d'inspection.

— Les magistrats du Parquet et les juges d'instruction appartenant aux Cours et Tribunaux ayant dans leur ressort la commune du lieu du casino.

— Les agents du Ministère des Finances chargés du contrôle et de l'inspection dûment habilités.

— Tous autres fonctionnaires spécialement désignés par les Ministres de l'Intérieur et des Finances.

— Les Inspecteurs ou contrôleurs de la Banque Centrale de Tunisie dûment habilités.

Ces différents fonctionnaires ou magistrats justifieront de leur qualité au moyen d'une carte spéciale signée par le Ministre dont ils relèvent.

Art. 13. — Dans les casinos, les appareils et matériels sans aucune exception employés pour les jeux doivent être d'un modèle agréé par le Ministre de l'Intérieur. Les enjeux sont représentés par des plaques et jetons fournis par l'établissement à ses risques et périls.

Art. 14. — Le taux de la cagnotte aux jeux de cercle est fixé :

- au baccara chemin de fer à 6% des sommes gagnées à chaque coup par le banquier;
- au baccara à deux tableaux à 2% des sommes gagnées à chaque coup par le banquier si la banque est limitée et à 1,25% si la banque est ouverte;
- à l'écarté à 5% sur les enjeux du côté gagnant.

Art. 15. — Les plaques et jetons sont achetés par le joueur au moyen de devises convertibles; à la fin du jeu, il rétrocède les jetons et plaques achetés et ceux gagnés contre la devise de son choix ou contre les devises disponibles dans le casino.

Les opérations d'achat et de retrocession des plaques et jetons doivent être consignées dans un formulaire dont le modèle sera mis à la disposition des casinos par la Banque Centrale de Tunisie.

Si il y a lieu, le casino délivre à la demande du joueur et au moment même du rachat une attestation de gain.

Art. 16. — Les employés des salles de jeux sont autorisés à accepter des pourboires en vertu d'une simple tolérance toujours révoquée en cas d'abus.

Art. 17. — Les modalités de répartition des pourboires sont déterminées librement entre employeurs et employés.

à la condition que l'accord soit constaté de manière explicite par le contrat d'engagement et qu'il n'ait pas pour but de détourner une partie de ces sommes au profit soit de l'établissement lui-même soit du directeur ou d'un membre du comité de direction, soit d'une personne qui ne serait pas liée à l'établissement par un contrat d'engagement régulier.

Art. 18. — Les sommes et enjeux trouvés à terre, laissés sur les tables de jeux ou abandonnés en cours de partie sans que l'on sache à qui ils appartiennent sont dénommés « orphelins ». Les sommes ainsi trouvées peuvent être restituées au propriétaire légitime lorsque celui-ci peut établir sans contestation possible son droit. En fin de saison, le solde de ce compte est attribué au comité régional de solidarité sociale du siège du casino.

Art. 19. — Les Ministres de l'Intérieur, des Finances et de l'Economie Nationale et le Gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait à Tunis, le 14 février 1976

P. le Président de la République Tunisienne :
et par délégation
Le Premier Ministre
HEDI NOUIRA

Décret N° 76-115 du 14 février 1976 relatif à la composition et aux modalités de fonctionnement de la commission des jeux de casino.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne :

Vu le décret-loi N° 74-21 du 24 octobre 1974, relatif aux jeux de casino et notamment son article 2, tel qu'il a été ratifié par la loi N° 74-97 du 14 décembre 1974 ;

Vu l'avis du Ministre de l'Economie Nationale ;

Décrétons :

Article Premier. — La Commission instituée par l'article 2 du décret-loi sus-visé n° 74-21 du 24 octobre 1974 est ainsi composée :

- Le Directeur Général de l'Office National du Tourisme Tunisien ou son représentant ; Président ;
- Un représentant du Ministre de l'Intérieur ;
- Un représentant du Ministre des Finances ;
- Un représentant de la Banque Centrale de Tunisie ;
- Le Gouverneur de la Région et le Maire de la Commune, lieux d'implantation du futur casino, ou leurs représentants.

Le Président de la Commission peut, en outre, faire appel à toute autre personne dont la présence lui semble utile.

Art. 2. — La Commission se réunit au siège de l'Office National du Tourisme Tunisien sur convocation de son Président et donne son avis sur toute demande d'autorisation de jeux de casino.

Art. 3. — Le Secrétariat de la Commission est assuré par l'Office National du Tourisme Tunisien qui reçoit les demandes, instruit les dossiers et les soumet à la commission.

Art. 4. — Le Ministre de l'Economie Nationale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait à Tunis, le 14 février 1976

P. le Président de la République Tunisienne
et par délégation
Le Premier Ministre
HEDI NOUIRA

PIERRE DU POULET

Arrêté du Ministre de l'Economie Nationale du 14 février 1976, portant fixation des prix de vente au détail du poulet.

Le Ministre de l'Economie Nationale :

Vu la loi N° 70-26 du 16 mai 1972, relative aux modalités de fixation des prix et à la répression des infractions en matière économique.

Vu le décret N° 70-26 du 16 mai 1972 relatif au régime de fixation des prix, des produits des marchandises et services ;

Vu le décret N° 76-26 du 10 janvier 1976 modifiant le décret N° 70-26 du 16 mai 1972, sus-visé ;

Arrête :

Article Premier. — Les prix maxima de vente du poulet au détail sur tout le territoire de la République Tunisienne sont fixés comme suit :

- Poulet vif 560 Millimes le kg
- Poulet tué, plumé et éviscéré 750 Millimes le kg

Art. 2. — Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et réprimée conformément aux dispositions de la loi sus-visée n° 70-26 du 16 mai 1972.

Art. 3. — Le présent arrêté prend effet à compter du 16 février 1976

Tunis, le 14 février 1976

Le Ministre de l'Economie Nationale
ABDELAZIZ LASRAM

Vu :

Le Premier Ministre
HEDI NOUIRA

MINIERES

Arrêté du Ministre de l'Economie Nationale du 16 février 1976, portant premier renouvellement du permis de recherche de substances minérales du 2ème groupe dit « Permis Cap-Bon-Golfe de Hammamet » au profit des Sociétés :

- BUTTES RESSOURCES TUNISIA LTD.
- S. I. R. Explorations Méditerranée S.p.A.
- Canadian Superior Oil Ltd.
- Off shore Exploration Oil Company.

Le Ministre de l'Economie Nationale,

Vu le décret du 1er janvier 1968 sur les mines

Vu le décret du 15 décembre 1968, instituant des dispositions spéciales pour faciliter la recherche et l'exploitation des substances minérales du 2ème groupe, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété

Vu la convention, le cahier des charges et leurs annexes signés le 29 juillet 1972 par l'Etat Tunisien d'une part et la Société Buttes Ressources Tunisie Ltd ci-après désignée « Buttes » et la Società Italiana Risine S.p.A. ci-après désignée « SIR », d'autre part.

Vu l'arrêté MINE 53 du 11 janvier 1972, instituant, au profit des sociétés précitées, le permis de recherche de substances minérales du 2ème groupe dit « Permis Cap-Bon-Golfe de Hammamet » ;

Vu la loi N° 72-23 du 27 avril 1972 portant approbation de la convention, du cahier des charges et de leurs annexes sus-visés ;

Vu la lettre du 2 août 1972 enregistrée le 21 août 1972 à la direction des mines sous le N° 1377 au volume 2 du registre de transcription dressé par laquelle « SIR » se référant à l'article 6 de la convention sus-visée, a notifié à l'Etat Tunisien, le transfert de l'ensemble de ses droits et obligations relatifs au permis sus-visé, à sa filiale à plus de 70% la société SIR Explorations Méditerranée S.p.A. ci-après désignée « SIR MED » ;

Vu l'avenant à la Convention du 29 juillet 1972 signé le 26 décembre 1972 par l'Etat Tunisien, d'une part et les sociétés « Buttes » et « Sir Med », d'autre part, relatif à l'extension du permis sus-visé ;

Vu l'arrêté MINE 29 du 13 septembre 1973 portant extension du permis sus-visé de 540 km² à 8148 km² au profit des dites sociétés ;

Vu l'arrêté MINE 78 du 13 novembre 1973 portant approbation de mutation en co-propriété du dit permis au profit des sociétés « Buttes, SIR MED, Off shore exploration Oil Company et Canadian Superior Oil Ltd ;

Vu le décret-loi N° 73-8 du 10 octobre 1973 portant approbation de l'avenant à la Convention ci-dessus signalé ;

Vu la loi N° 75-83 du 19 novembre 1975, ratifiant le décret-loi précité ;

Vu la demande de premier renouvellement enregistrée le 1 octobre 1975 à la Direction des Mines sous les numéros 223.650 à 223.773 inclus et portant sur 229 concessions élémentaires soit 4016 km² ;

Vu l'avis exprimé par le Comité Consultatif des Mines en sa séance du 26 novembre 1975 ;

Vu le rapport du Directeur de l'Energie ;

Arrête :

Article Unique. — Est renouvelé, au profit des sociétés :

- BUTTES
- SIR MED
- CANADIAN SUPERIOR OIL LTD
- OFF SHORE EXPLORATION OIL COMPANY.

Pour une première période de deux ans et demi, prenant fin le 3 juillet 1978 inclus, le permis de recherche de substances minérales du 2ème groupe, dit « Permis Cap-Bon-Golfe de Hammamet ».

MINISTERE DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT

REGLEMENT DES JEUX DANS LES CASINOS

Décret n° 90-315 du 8 février 1990 modifiant et complétant le décret n° 76-114 du 14 février 1976 portant réglementation des jeux dans les casinos.

Le Président de la République;

Vu le décret-loi n° 74-21 du 24 octobre 1974, relatif au jeux de casino ratifié par la loi n° 74-97 du 11 décembre 1974;

Vu le décret n° 76-114 du 14 février 1976, portant réglementation des jeux dans les casinos;

Vu l'avis des ministres de l'intérieur et du plan et des finances;

Sur proposition du ministre du tourisme et de l'artisanat;

Vu l'avis du tribunal administratif;

Décrète :

Article premier. — Les articles 1, 2 et 14 du décret sus-visé n° 76-114 du 14 février 1976 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

Article 1er (nouveau). — Les seuls jeux pouvant être autorisés dans les casinos sont ceux indiqués au tableau annexé au présent décret.

Article 2 (nouveau). — Une salle spéciale distincte et séparée de l'autre est affectée à chacune des catégories 1 et 2 des jeux indiqués sur le tableau annexés au présent décret.

Toutefois les jeux de la 3ème catégorie peuvent être pratiqués indifféremment dans l'une ou l'autre des deux salles prévues ci-dessus.

Article 14 (nouveau). — Les taux de cagnotte dans les jeux de cercle indiqués dans le tableau annexé au présent décret sont fixés comme suit :

— pour le jeu n° 1 : 5% des sommes gagnées à chaque coup par le banquier.

— pour le jeu n° 2 : 2% des sommes gagnées à chaque coup par le banquier.

— pour le jeu n° 3 : 1,25% des sommes gagnées à chaque coup par le banquier.

— pour le jeu n° 4 : 5% sur les enjeux du côté gagnant.

— pour le jeu n° 5 : 5% des sommes gagnées à chaque coup par les enjeux du côté banque.

— pour les jeux n° 6 et 7 : 5% des sommes gagnées à chaque coup.

Art. 2. — Les dispositions de l'article 16 du décret sus-visé n° 76-114 du 14 février 1976 sont abrogées.

Art. 3. — Les ministres de l'intérieur, du plan et des finances et du tourisme et de l'artisanat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République tunisienne*.

Tunis, le 8 février 1990.

*p. le Président de la République
et par délégation
Le Premier ministre
HAMED KAROUI*

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

NOMINATIONS

Par décret n° 90-316 du 10 février 1990.

Monsieur Mohamed Ridha Niffer, Professeur principal de l'enseignement secondaire est chargé des fonctions de sous-directeur de l'enseignement secondaire à la direction régionale de l'enseignement de Tozeur.

Par décret n° 90-323 du 10 février 1990.

Monsieur Mahdi Jemaï, inspecteur de l'enseignement primaire est chargé des fonctions de sous-directeur de l'enseignement primaire à la direction régionale de l'enseignement de Sidi Bouzid.

Par décret n° 90-317 du 10 février 1990.

Monsieur Abdelmajid Jabeur, administrateur est chargé des fonctions de secrétaire principal d'établissement d'enseignement supérieur et de recherche à l'école normale supérieure de Sousse.

Par décret n° 90-318 du 10 février 1990.

Monsieur Noureddine Boukile, professeur de l'enseignement secondaire est chargé des fonctions de chef de service des affaires administratives et financières à la direction régionale de l'enseignement de Siliana.

Par décret n° 90-319 du 10 février 1990.

Monsieur Mohamed Bouhlel, Professeur de l'enseignement secondaire est chargé des fonctions de chef de service de l'animation socio-culturelle à la direction régionale de l'enseignement de Kairouan.

Par décret n° 90-320 du 10 février 1990.

Monsieur Béchir Drira, professeur de l'enseignement secondaire est chargé des fonctions de chef de service de l'enseignement secondaire à la direction régionale de l'enseignement de Monastir.

Par décret n° 90-321 du 10 février 1990.

Monsieur Abdellatif Ouertani, professeur de l'enseignement secondaire est chargé des fonctions de chef de service de l'enseignement secondaire à la direction régionale de l'enseignement de Kairouan.

Par décret n° 90-322 du 10 février 1990.

Monsieur Taieb Abdelkhalek, professeur principal de l'enseignement secondaire est chargé des fonctions d'inspecteur des services administratifs et financiers au ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.